

01

FOCUS SUR...
LE MASSACRE DU 28 SEPTEMBRE 2009 EN GUINÉE - CONAKRY

11 février 2010

Les événements tragiques du 28 septembre 2009 à Conakry, et la situation chaotique dans laquelle la Guinée se débat, pourraient-ils être les prémices d'une véritable guerre civile ?

Contact

CDEM-SAPD
1, place Joffre
75007 PARIS
www.cdem.defense.gouv.fr
Tel : 01 44 42 85 98

1. LES FAITS

Après avoir dit « non » à la France en septembre 1958, les Guinéens ont voulu, lors d'une manifestation le 28 septembre dernier, dire « non » à la candidature du chef de la junte militaire, le capitaine Moussa Dadis Camara, aux élections présidentielles prévues le 31 janvier 2010.

Jeune Afrique n°2543 et *Radio France Internationale* (RFI du 18/10/2009)¹ figurent parmi les sources d'information les plus précises sur le déroulement des événements des 28 et 29 septembre 2009 à Conakry. Elles proposent toutes deux un « film des événements » heure par heure, ainsi qu'une carte du parcours des manifestants. Malgré les interdictions répétées de manifester ce jour là, la contestation populaire conduit 50000 personnes à se réunir dans le grand stade, avant que des soldats de la garde présidentielle n'y pénètrent, ne referment les portes et n'ouvrent le feu sur la foule.

Un rapport de l'*International Crisis Group* (ICG)², qui a enquêté sur place, précise que 160 personnes auraient péri (chiffre le plus repris), 1 700 autres auraient été blessées, parmi lesquelles des chefs de partis d'opposition du Forum des Forces vives de Guinée (FFVG) ; un grand nombre de viols ont également été signalés. Plusieurs ONG, telles que *Human Rights Watch* (HRW)³ qui parle de « massacre prémédité », publient les témoignages de survivants dans des rapports circonstanciés. Selon le gouvernement guinéen, 57 personnes seraient décédées dans des bousculades au stade, et 4 par arme à feu. *Africa Confidential* n° 80 affirme pour sa part que les bérêts rouges présidentiels ont escorté un camion rempli de cadavres vers un camp militaire, afin de faire disparaître les corps et de dissimuler les preuves du forfait. La feuille d'information francophone recense les opposants passés à tabac, et dévoile les noms et les unités des instigateurs présumés du massacre. Des combattants libériens seraient incriminés.

A l'attention du lecteur :

Ce bulletin de veille a pour objet d'éclairer un événement marquant de l'actualité récente, d'en qualifier l'importance et d'en apprécier les conséquences éventuelles, à partir des analyses et des arguments d'experts internationaux. Les sources mentionnées ne sont en aucun cas exhaustives.

¹ CORREAU, Laurent. Témoignages sur un massacre. *RFI* [en ligne], 18 octobre 2009. [Consulté le 28/10/2009]. Disponible sur : http://www.rfi.fr/actufr/articles/118/article_85772.asp

² INTERNATIONAL CRISIS GROUP. Guinée : pour en finir avec le pouvoir militaire. *ICG* [en ligne], Briefing Afrique n°66, 16 octobre 2009. 16 p. [Consulté le 20/10/2009]. Disponible sur : <http://www.crisisgroup.org/home/index.cfm?id=6349&l=2>

³ HUMAN RIGHTS WATCH. Un lundi sanglant. Le massacre et les viols commis par les forces de sécurité en Guinée le 28 septembre. *HRW* [en ligne], 17 décembre 2009. 115 p. [Consulté le 22/12/2009]. Disponible sur : <http://www.hrw.org/node/87196>

2. LE CONTEXTE

La chronologie mise à disposition par le Réseau d'information *IRIN*⁴, particulièrement détaillée à partir de la disparition du général-président Lansana Conté le 23 décembre 2008, permet de suivre l'histoire récente du pays. C'est à cette date que Moussa Dadis Camara se hisse à la tête de la junte militaire, imposant au pays sa « main de fer ».



Moussa Dadis Camara

Source :

<http://www.camer.be/pri/nt.php?art=7997>

Le parcours de Camara ne doit rien au hasard (*Monde diplomatique*, novembre 2009). Il prend le pouvoir grâce au soutien de la « bande à Pivi » (*Jeune Afrique* n° 2545-2546), qui s'est constituée sur le terreau des mutineries régulières de l'armée guinéenne, très mal considérée et mal payée. Le capitaine Claude Pivi est l'actuel ministre chargé de la sécurité présidentielle, et le bras armé du Conseil national pour la démocratie et le développement CNDD. Promettant aux Guinéens une transition démocratique après la dictature de Conté, les mutins sont considérés comme des libérateurs. La France pour sa part ne condamne pas le coup d'Etat de décembre 2008. Moussa Dadis Camara affirme d'ailleurs que ni lui, ni aucun membre du CNDD ne se présentera aux élections présidentielles, annoncées pour le 31 janvier 2010.

Mais en avril 2009, à Kaloum, le capitaine-président rompt sa promesse. La junte ne respecte pas ses engagements et accentue le climat de répression qui pèse sur le pays : l'ICG rappelle de quelle manière Dadis Camara met fin au dialogue sur le processus de démocratisation, en bloquant la création du Conseil national de transition, en remplaçant nombre de préfets des provinces par des militaires, en censurant les médias et surtout en tentant des manœuvres d'intimidation à l'encontre des opposants politiques. L'ICG estime que, ce faisant, Dadis Camara a inévitablement renvoyé le débat politique vers la rue, avec les risques de contestation et de débordements susceptibles de s'ensuivre.

3. LES ENJEUX

La crispation ethnique. Depuis la répression sanglante de septembre 2009 contre une manifestation pacifique d'opposants à la junte, majoritairement d'origine peuhle, répression organisée par des soldats issus des ethnies forestières du sud-est (Guerzés de Camara, Kissis, Tomas de Pivi), des dissensions sont apparues entre les différents clans militaires de l'armée, qui désormais se méfient les uns des autres, se surveillent et s'adonnent à une sourde lutte de pouvoir. *La lettre du continent* n°573 du 08/10/2009 évoque un climat « militaro-ethnique » délétère.

Un processus démocratique en panne. La junte a perdu sa crédibilité et la rue demande de plus en plus explicitement le départ de Dadis Camara. L'opposition cherche désormais à gagner du temps, espérant tirer bénéfice des pressions extérieures (*Jeune Afrique* n°544) et des menaces de sanction de l'Union africaine. Les exactions n'en continuent pas moins à Conakry, y compris sous la forme de meurtres ciblés, comme dans l'affaire Amadou Sadio Diallo (*RFI* du 23/10/09)⁵, poussant certains chefs de partis à s'exiler. Conscient de la chute de sa popularité (*Africa Confidential*, n°582), Camara pourrait faire en sorte d'empêcher la tenue des élections, qu'il ne peut remporter, sauf à recourir à une fraude massive.

Une armée délinquante. L'histoire tourmentée de l'armée guinéenne est retracée dans l'article de *Jeune Afrique* n°2545-2546. Créée en 1958, celle-ci s'illustre dans des opérations onusiennes, avant d'être délaissée par Sékou Touré, qui lui préfère une milice plus fidèle. Après le coup d'Etat manqué de 1985, Lansana Conté y organise des purges

⁴ Guinea : Timeline since independence. *IRIN News* [en ligne], 13 octobre 2009. [Consulté le 14/10/2009]. Disponible sur : <http://www.irinnews.org/Report.aspx?ReportId=85835>

⁵ Climat de psychose à Conakry. *RFI* [en ligne], 23 octobre 2009. [Consulté le 28/10/2009]. Disponible sur : http://www.rfi.fr/actufr/articles/118/article_85911.asp

faits contexte enjeux

et la privation de soutien financier. Cet « abandon », le sentiment de non-reconnaissance, la pauvreté et l'inorganisation dont souffrent les militaires sont à l'origine de la série de mutineries qui mèneront les soldats de Pivi au pouvoir, ainsi que de l'apparition de milices ethniques (2000 soldats), ou de l'intégration de miliciens étrangers, formés par les Ukrainiens ou les Israéliens.

La problématique principale reste néanmoins l'accaparement de cette armée par des « chefs de guerre ». D'après *La Lettre du Continent* n°573 et *Jeune Afrique* n°2545-2546, le camp « Alpha Yaya Diallo », où réside la junte, se déchire depuis le 28 septembre ; les tensions s'exacerbent entre les partisans de Dadis Camara et ceux de Pivi (dit « Coplan »), ces derniers ayant choisi de se tenir à l'écart des événements. Les généraux Sékouba Konaté et Mamadouba Toto Camara, tous deux ministres, ont également pris leurs distances avec le chef de la junte. Or, un conflit de pouvoir, au surplus alimenté par des préférences ethniques, serait particulièrement déstabilisant pour la région (*ICG*). Après la tentative d'assassinat du 3 décembre contre Dadis Camara, fomentée par son aide de camp Aboubacar Toumba Diakité, et la convalescence obligée au Maroc du capitaine-président, durement touché, c'est le prudent Sékouba Konaté qui a été chargé d'assurer l'intérim. Le chaos semble s'enraciner en Guinée.

Alliances ou sanctions internationales. Au plan international, l'opinion condamne sans réserve la tuerie. Les Nations Unies décident de créer une Commission d'enquête. Sans se prononcer clairement sur les sanctions à adopter, l'Union africaine maintient la pression pour obtenir de Camara qu'il renonce à se présenter aux élections. La CEDEAO fait appel à la médiation du président burkinabè et décrète en parallèle un embargo sur les armes à destination de la Guinée (*ICG ; RFI* du 22/10/2009)⁶. Mais à la fin de l'année, le bilan tiré de la gestion de la crise par Blaise Compaoré est contesté (*Jeune Afrique* n°2551), et la difficulté des pays africains à adopter une position commune vis-à-vis de la Guinée est mise en évidence. L'Union européenne, les Etats-Unis et la CPI appellent Dadis Camara à quitter le pouvoir et à se livrer à la justice internationale (*Jeune Afrique* n°2547). L'UE décrète à son tour un embargo sur les armes, l'interdiction de voyager en Europe, le gel des avoirs des hommes de la junte (*RFI* du 28/10/2009)⁷. *Africa Confidential* n°582 publie par ailleurs une liste nominative des responsables avérés du massacre.

Dans un autre domaine, la lutte de pouvoir qui s'esquisse depuis le massacre de Conakry pourrait avoir un impact sur la signature de contrats pétroliers et miniers (bauxite) avec Pékin, dont le montant, bien que non confirmé, est estimé à plusieurs milliards d'euros (*Africa Confidential* n°580, *Courrier International* n°990). Car la Chine dément désormais tout lien avec la junte (*RFI* du 20/10/2009)⁸. **La Guinée se retrouve isolée. La question est de savoir si elle peut réactiver ses liens économiques et financiers avec la Chine pour sortir de l'impasse, ou si Camara se contentera de l'offre de Kadhafi, qui lui propose l'asile.**

DERNIERE MINUTE : le 15 janvier 2010, Moussa Dadis Camara retire officiellement sa candidature aux élections présidentielles en signant la déclaration de Ouagadougou. Ses blessures et la médiation de Blaise Compaoré ont une influence décisive dans sa renonciation au pouvoir. Cependant, les situations politique et sécuritaire ne sont pas pour autant réglées (*Courrier international* n°1003), et les élections prévues sont reportées au milieu de l'année 2010 (*All Africa* : <http://fr.allafrica.com>).

⁶ L'ONU va enquêter sur le massacre du 28 septembre. *RFI* [en ligne], 22 octobre 2009. [Consulté le 28/10/2009]. Disponible sur : http://www.rfi.fr/actufr/articles/118/article_85875.asp

⁷ L'UE prend des sanctions contre la junte. *RFI* [en ligne], 28 octobre 2009. [Consulté le 28/10/2009]. Disponible sur : http://www.rfi.fr/actufr/articles/118/article_86051.asp

⁸ Pékin se défend de faire des affaires avec la junte guinéenne. *RFI* [en ligne], 20 octobre 2009. [Consulté le 28/10/2009]. Disponible sur : http://www.rfi.fr/actufr/articles/118/article_85815.asp